

COÛTS DE PRODUCTION

ÉLEVAGES BOVINS LAITIERS **BIO**

CAMPAGNES 2016 À 2022

Le présent travail de capitalisation de repères économiques vise, par la recherche de régularités entre les profils des exploitations économiquement performantes ou fragiles, à extraire des informations-clefs, outils pour l'éleveur bio ou en conversion pour situer son atelier laitier et le piloter, dans le contexte régional de l'ex-Poitou-Charentes.

La photographie annuelle des coûts de production sur les élevages est également un outil d'évaluation de l'équité des prix payés aux producteurs au regard du travail engagé.

DONNÉES

La synthèse regroupe les résultats de 29 fermes certifiées biologiques situées en Deux-Sèvres, Vienne, Charente-Maritime et pour 4 fermes sur les départements limitrophes de l'Indre et de l'Indre-et-Loire. Les résultats ont été analysés sur les campagnes de 2016 à 2022, soit 100 exercices au total. 7 fermes font de la vente directe de lait ou de produits laitiers, les données ont été traitées de façon à présenter un produit lait net.

Dans la seconde partie de cette synthèse, les résultats sont analysés au regard du degré d'ancienneté en AB des campagnes des fermes. Soit :

- Des fermes engagées en AB depuis 5 ans ou moins : 21 fermes ; 40 exercices.
- Des fermes engagées en AB depuis plus de 5 ans : 18 fermes ; 60 exercices.



NOTIONS & INDICATEURS POUR BIEN INTERPRÉTER LES COÛTS DE PRODUCTION



COÛT DE PRODUCTION

L'interprétation des coûts de production est faussement intuitive : le coût de production le plus bas n'est pas nécessairement l'optimum. L'optimum est le système permettant la rémunération du travail maximale de l'éleveur. L'intégration au coût de production du travail associé prend en compte une complexité comparative résultante du différentiel de productivité du travail (litrage par UMO) entre les ateliers comparés. Plus le litrage par UMO est élevé, plus le poste travail est compressé. Mais en soi, une productivité du travail plus faible est économiquement viable si elle est associée à une efficacité technique supérieure avec des gains sur les autres charges. Enfin, l'agriculture est une économie aidée, et les aides sont octroyées non en fonction des litres de lait, mais des hectares (DPB, aides couplées végétales, aides Bio) et du nombre de vaches laitières (ABL). Il en résulte un effet accordéon où la structure du coût de production et des produits varient avec le degré de productivité (technique & travail) du système.

NB : le coût de production correspond à l'ensemble des charges mobilisées pour produire 1000 l de lait : intrants achetés (aliments, semences, engrais, etc.) ; frais d'élevage ; mécanisation ; foncier ; capital et main-d'œuvre ; amortissements inclus et sur la base d'une rémunération forfaitaire de 2 SMIC brut/UMO (soit 40 638 €/UMO en 2022).



PRIX DE REVIENT

Il indique, pour un système donné et sa configuration de l'année étudiée, le prix auquel il faut vendre pour satisfaire un objectif de rémunération donné.

- Si prix de revient < prix de marché : l'écart correspond à la marge de sécurité par rapport à une dégradation du prix du lait pour maintenir une rémunération socle.
- Si prix de revient > prix de marché : l'écart correspond aux manques des équilibres en place pour atteindre cet objectif de rémunération et la nécessité de les revoir.

Si cette situation est généralisée à toutes les fermes, il faut en conclure que c'est un problème de prix payé aux producteurs ! (et non d'équilibre technico-économique mis en musique par les éleveurs).



EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE

Exprimé par l'indicateur rémunération permise de l'atelier en €/1000 l, c'est le solde résultant au final du processus de production pour rémunérer le travail de l'éleveur et de sa main d'œuvre salariée pour 1000 litres de lait produit.

Elle peut être décomposée entre les produits (prix du lait + produits viande associés + aides) moins les charges (hors le travail).

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

Combinée à la productivité du travail, c'est-à-dire le litrage produit par UMO dédiée à l'atelier, on décrit le profil de rémunération, ou la combinaison mobilisée par l'éleveur entre logique de volume (produire le maximum de volume par unité de main d'œuvre) et logique d'efficacité économique (tirer la rémunération maximale par unité produite) pour construire son revenu.

La compensation de la perte de rémunération par plus de productivité du travail (plus de litres/UMO, par plus de VL/UMO, etc.) a ses limites. À un certain seuil, un système donné ne peut pas produire plus (limite des bâtiments à accueillir plus de vaches, explosion du temps de traite, limites des hommes à gérer le nombre d'animaux). Faire un saut quantitatif de plus ne peut s'envisager que par des investissements d'agrandissement (à différencier des investissements classiques de renouvellement de l'outil de production) ou être en capacité de produire ces litres de lait en plus par UMO (via les bâtiments, l'automatisation, la mécanisation, etc.).

Il faut bien peser l'impact de ce type de stratégie sur l'efficacité économique du système en devenir, car elle se répercute nécessairement sur les charges de structure, mais également sur l'efficacité technique au sens de l'optimisation des potentiels de la ferme et des intrants mobilisés (observation des animaux, optimisation du pâturage en fonction d'un parcellaire donné, etc.). Pour se solder par un plus, le gain par plus de litrage par UMO doit être supérieur à la perte d'efficacité économique générée.



EFFICACITÉ DE CHARGES

Il constitue l'autre face pour s'expliquer l'efficacité économique d'un système. Les indicateurs de charges en €/1000 litres de la méthode COUPROD sont synthétiques et de fait, à nouveau faussement intuitif, ils renseignent en 1 chiffre sur l'adéquation entre les moyens engagés et le degré de productivité technique.

Si A a une charge aliments achetés supérieure à B en €/1000 litres, on ne peut pas en conclure que A est plus dépensier en aliments que B, c'est peut-être un problème de production laitière (accident de lactation, etc.) ayant pénalisé l'efficacité des aliments achetés de A par rapport à B.

Les indicateurs d'efficacité des charges sont des signaux d'alerte. Pour les comprendre, il faut se reporter aux indicateurs de moyens engagés (efficacité des charges) et à la productivité technique.



DEGRÉ DE VALORISATION & D'AIDES

Comprendre l'efficacité économique des systèmes n'est pas seulement une affaire de charges. Cela implique de décortiquer ces 2 dimensions en analysant le prix moyen de valorisation en €/1000 l et le degré d'aides du système (en €/1000 l).

En AB, la recherche d'efficacité économique va être différente d'un système conventionnel. La conversion à l'Agriculture Biologique est en soi une démarche permettant de reconquérir de l'efficacité économique par les produits, par un prix du lait supérieur, des aides à la conversion, et jusqu'alors au maintien. Couplée à une meilleure autonomie alimentaire, on accepte alors une baisse de la productivité du travail due à une baisse de la productivité du troupeau et/ou de l'effectif global. L'enjeu pour l'éleveur en conversion ou maintien est de préserver le bénéfice de cette valorisation et aide supplémentaire en maîtrisant les charges engagées tout en maintenant une productivité technique plancher. À défaut, ce bénéfice de valorisation et aides (sur la rémunération du travail) sera consommé par une perte de productivité du travail et d'efficacité des charges. L'équilibre reste néanmoins subtil à trouver.



ECONOME

Les indicateurs « économiques » exprimés en €/VL (vache laitière) ou €/ha BL (hectares affectés à l'atelier Bovin Lait) renseignent sur les moyens engagés indifféremment de la productivité technique du système. Le bon réflexe est d'analyser les indicateurs d'efficacité des charges en €/1000 litres en ayant à l'œil ces indicateurs de moyens engagés et la productivité technique du système pour ne pas faire de contresens d'interprétation.



PRODUCTIVITÉ TECHNIQUE

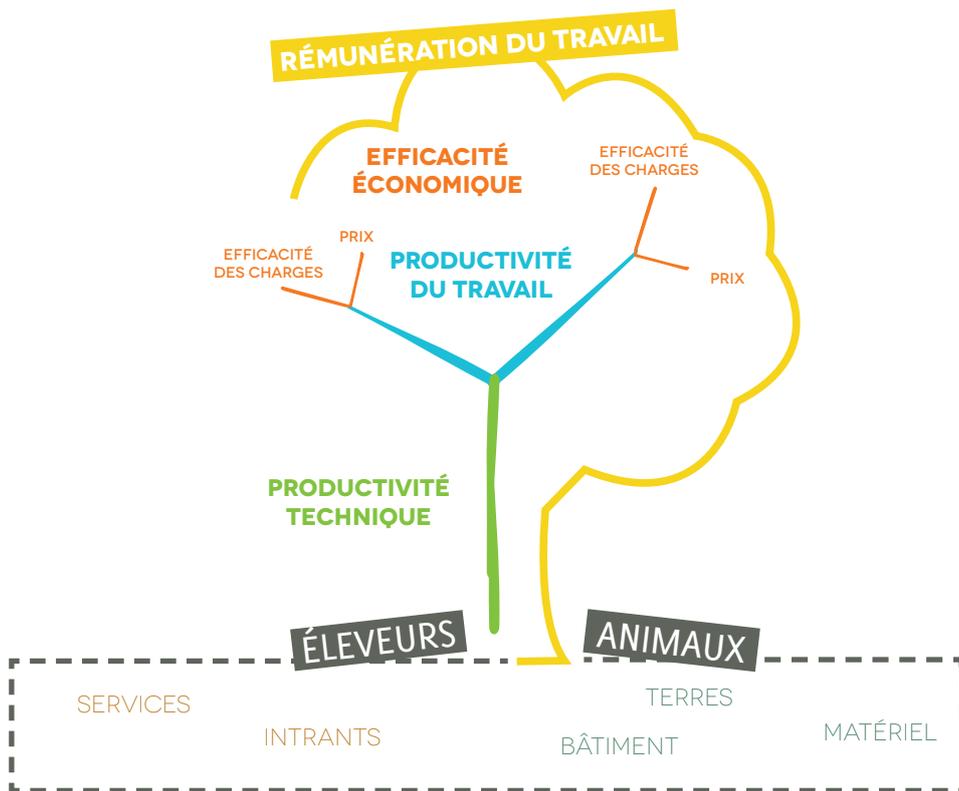
Exprimé via le litrage par vache laitière, cet indicateur classique renseigne le degré de performance technique de l'exercice. Sa manipulation couplée avec les indicateurs de moyens engagés exprimés en €/VL, en €/ha permet d'expliquer l'efficacité des charges exprimée en €/1000 litres.

À moyen égal d'un exercice à l'autre, un problème sanitaire par exemple avec un impact sur la lactation (et donc les litres/VL) dégradera l'efficacité des charges et donc le coût de production.

La productivité technique est centrale, car elle bonifie ou dégrade la productivité du travail et l'efficacité économique.

L'objectif a fortiori en bio n'est pas la performance technique maximale par vache, mais la performance technique la plus efficiente par vache, traduction de la recherche de l'optimisation des potentiels de la ferme et de la mobilisation optimale des intrants permettant un bénéfice en lait supérieur à leur coût économique, énergétique, etc.

Bien interpréter des résultats implique de bien s'approprier les indicateurs et leurs articulations. L'arbre d'investigation est un outil mnémotechnique pour ne pas se perdre en chemin.



RÉSULTATS DES PRINCIPAUX INDICATEURS 2016 À 2022

DU COÛT DE PRODUCTION EN BIO

	MINIMUM	QUARTILE INFÉRIEUR	MEDIANE	QUARTILE SUPÉRIEUR	MAXIMUM
COÛT DE PRODUCTION ATELIER BOVIN LAIT EN €/1000 L	532	655	701	804	1 037
DONT AMORTISSEMENTS EN €/1000 L	22	76	107	138	225
PRODUITS ATELIER BOVIN LAIT EN €/1000 L	545	648	700	756	1 003
PRIX DE REVIENT POUR 2 SMIC EN €/1000 L	293	429	479	534	750
RÉMUNÉRATION PERMISE DU TRAVAIL ASSOCIÉ + SALARIÉ EN NB SMIC/UMO BOVIN LAIT	0,0	1,2	1,5	1,9	3,2
RÉMUNÉRATION PERMISE DU TRAVAIL EN €/1000 L	0	126	176	253	523
ANIMALIERS					
LITRES COMMERCIALISÉS/VACHE LAITIÈRE	3 484	4 333	4 897	5 305	6 231
HERBAGERS/FOURRAGERS					
LITRES PRODUITS/HA SFP BOVIN LAIT	2 136	3 000	3 513	4 258	8 287
UGB/HA SFP	0,62	0,92	1,01	1,13	1,69
CULTURES FOURRAGÈRES/SFP (%)	0 %	12 %	19 %	29 %	83 %
PRODUCTIFS					
LITRES/UMO BOVIN LAIT	87 774	139 463	160 829	188 721	345 258
COÛT DU TRAVAIL €/1000 L	95	167	203	242	375
NOMBRE DE VACHES LAITIÈRES/UMO BOVIN LAIT	18	28	33	40	72
VALORISATEUR					
PRIX MOYEN TOTAL €/1000 L	396	439	461	487	702
PRIX MOYEN LAITERIE €/1000 L	309	439	460	482	593
AIDES ATELIER EN €/1000 L	81	129	161	194	423
dont aides 2 ^e pilier €/1000 L	0	44	63	93	260
EFFICACITÉ DES CHARGES					
CHARGES HORS TRAVAIL EN €/1000 L	293	446	493	586	770
ALIMENTS ACHETÉS EN €/1000 L	2	20	45	87	262
FRAIS D'ÉLEVAGE EN €/1000 L	14	35	45	62	110
APPROVISIONNEMENT DES SURFACES EN €/1000 L	2	21	33	46	107
MÉCANISATION EN €/1000 L	84	153	185	211	317
BÂTIMENT EN €/1000 L	23	43	68	93	180
FONCIER EN €/1000 L	22	38	49	61	85
ÉCONOMES					
CHARGES HORS TRAVAIL EN €/VACHE LAITIÈRE	1 530	2 172	2 441	2 783	3 828
ALIMENTS ACHETÉS EN €/VACHE LAITIÈRE	8	97	197	454	1 304
FRAIS D'ÉLEVAGE EN €/VACHE LAITIÈRE	74	171	215	300	521
APPROVISIONNEMENT DES SURFACES EN €/HA BOVIN LAIT	10	59	89	135	362
MÉCANISATION EN €/HA BOVIN LAIT	267	401	528	636	978
BÂTIMENT EN €/VACHE LAITIÈRE	124	207	333	435	815
FONCIER EN €/HA BOVIN LAIT	81	125	142	160	225
MAIN D'OEUVRE AFFECTÉE À L'ATELIER (UMO)	0,9	1,8	2,1	2,9	3,9
SAU DÉDIÉE AU TROUPEAU (HA)	63	91	118	154	229
SURFACE EN HERBE (HA)	19	66	83	100	169
CULTURES FOURRAGÈRES ANNUELLES (HA)	0	12	19	31	114
CULTURES AUTOCONSOMMÉES (HA)	0	6	14	21	71
MOISSONNÉES (NOMBRE DE BOVIN LAIT)	39	55	72	88	168
UGB LAITIERS	62	87	104	121	218
LAIT COMMERCIALISÉ (L)	182 187	285 100	345 231	410 932	1 031 590

QUELQUES PRÉCISIONS DE DÉFINITION

- prix moyen total : inclut la vente en filière longue et la valorisation en vente directe (ie nette de frais liés à cette commercialisation).
- Les charges comprennent les amortissements liés au matériel et aux infrastructures.
- Cultures fourragères : cultures annuelles de type maïs-ensilage ; méteil-ensilage.

Les résultats montrent globalement que s'il existe toujours une grande variabilité des systèmes dans les moyens engagés et les résultats économiques obtenus, certains postulats techniques restent toujours valables. Les systèmes en AB sont assez herbagers avec une part des cultures fourragères inférieure à 29 % pour 75 % des cas. Le chargement d'équilibre se situe également autour d'1,01 UGB/ha. Le maintien d'un chargement élevé implique nécessairement un achat extérieur de fourrages. Pour 75 % des exercices, le chargement ne dépasse pas 1,13 UGB/ha, gage d'un bon niveau d'autonomie fourragère. La main-d'œuvre est également un aspect-clé dans la conduite du système. L'économie d'échelle sur les ressources humaines semble restreinte en AB puisque sur 75 % des exercices, la productivité du travail n'excède 188 000 L/UMO et 40 VL/UMO.

La productivité animale se situe autour de 4 897 L/VL en lait commercialisé (hors lait aux veaux). Les résultats les plus élevés sur ces critères animaliers montrent que l'intensification animale reste somme toute limitée en AB, généralement parce que d'autres critères économiques se dégradent alors. Le coût élevé des concentrés extérieurs amène une adaptation de la ration (autoproduction de la protéine, limitation de la sole en maïs-ensilage) et donc de la productivité du troupeau.

Ce critère est également à mesurer au regard de la méthodologie COUPROD qui dilue la production commercialisée sur l'effectif moyen présent de vaches laitières. Hors, dans notre échantillon, une partie des éleveurs sèvent les génisses de renouvellement au-delà des 3 mois réglementaires minimum en AB voire à partir de 8 mois quand elles sont avec des vaches nourrices. Cela accentue l'écart réel entre productivité animale et litrage commercialisé par vache.

Sur les moyens engagés, là encore, la disparité des résultats est importante. Ce sont bien souvent les leviers opérationnels, les plus rapidement mobilisables, qui sont en premier lieu actionnés : autonomie alimentaire, part du pâturage et des prairies, production de semences fermières, etc. Néanmoins, on observe que les postes structurels (mécanisation, bâtiments) pèsent fortement dans le coût de production et sont plus difficilement compressibles.

En comparant la valorisation du lait et le prix de revient pour 2 SMIC, on constate un écart au détriment de la rémunération des éleveurs. 25 % seulement des exercices analysés permettent une rémunération potentielle au-delà de 1,9 SMIC., avec une hétérogénéité très forte sur le prix de revient nécessaire. Pour un prix de revient au-delà de 548 €/1000 L, on peut s'interroger sur un manque d'adéquation entre les charges et les produits. Pour le quart des exercices avec un prix de revient compris entre 479 € et 534 €, la question est plus nuancée entre la conduite du système et la valorisation par la filière.

D'autre part, les exercices présentés ici comprennent des aides à la conversion et au maintien en AB. Le besoin d'un prix plus rémunérateur devient d'autant plus pressant que la part d'aides du 2^e pilier va diminuer sur les fermes laitières biologiques (arrêt du maintien AB et fin du contrat d'aides à la conversion).



FOCUS SUR L'EXPÉRIENCE DES FERMES EN PRODUCTION BIOLOGIQUE

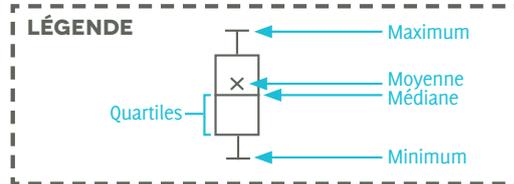
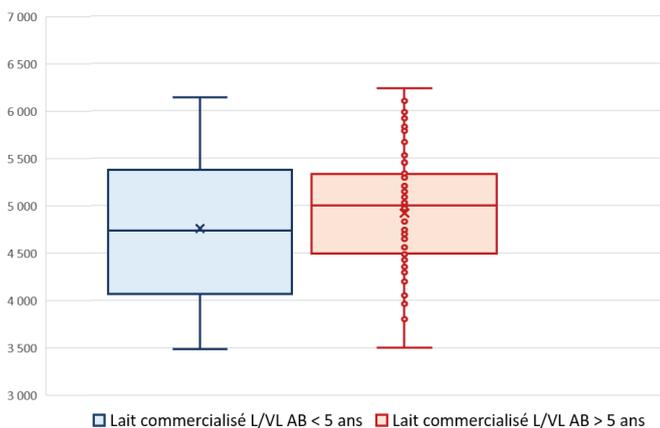
Les résultats présentés permettent un premier comparatif à lire avec précaution. Pour rappel, l'échantillon AB > 5 ans se compose des exercices à partir de la 6^e campagne engagée en AB. Précisément, pour 7 fermes, leurs exercices sont répartis entre les deux groupes. Dans les deux échantillons, cependant, on retrouve une hétérogénéité des profils (forme sociétaire ou individuelle, âge du capitaine, ancienneté d'installation, etc.).

La médiane du chargement est de 1,03 UGB/ha SFP pour le groupe AB > 5 ans et de 0,97 UGB/ha SFP pour le groupe AB 5 ans (24 % pour le groupe AB 5 ans).

	LAIT COMMERCIALISÉ L/LV	COUPROD AVANT TRAVAIL HORS AMORTISSEMENT €/VACHE LAITIÈRE	COUPROD AVANT TRAVAIL €/VACHE LAITIÈRE	COÛT NOURRI €/VACHE LAITIÈRE	COUPROD AVANT TRAVAIL HORS AMORTISSEMENT €/1000 L	COUPROD AVANT TRAVAIL €/1000 L	COÛT NOURRI €/1000 L	NOMBRE SMIC/UMO
BIO <5 ANS	4 997	1 780	2 320	1 516	363	463	310	1,6
BIO >5 ANS	4 740	2 123	2 618	1 611	472	552	353	1,5

Sur les résultats économiques, la tendance montre une amélioration des résultats technico-économiques obtenus avec l'expérience acquise en AB. Sur l'ensemble des indicateurs, le groupe AB > 5 ans présente de meilleurs résultats : la productivité animale commerciale est meilleure pour des coûts nourris et de production moindre. Cela signifie que les animaux sont plus efficaces, tout comme la stratégie mise en œuvre par ces fermes. Cependant, la rémunération permise n'est que sensiblement plus élevée. Ceci est à mettre en relation avec les produits dégagés sur les fermes.

LAIT COMMERCIALISÉ/VACHE LAITIÈRE



La productivité animale est exprimée en lait vendu/VL (effectif moyen présent sur l'exercice). Elle ne tient pas compte du mode d'élevage des veaux (notamment l'élevage sous des vaches nourrices et la part de veaux de lait) qui peuvent nuancer dans certains cas des productivités animales qui semblent un peu faibles.

Le graphe montre qu'en-dehors des valeurs extrêmes, l'écart de productivité mini-maxi est similaire entre les deux groupes. En revanche, le groupe le plus expérimenté présente une meilleure productivité « commerciale », avec une variabilité plus faible. Cela conforte ce qui avait déjà été observé les années précédentes. Le système gagne en performance avec le temps grâce à une meilleure adéquation entre les facteurs de production et très certainement une meilleure maîtrise des éleveurs.

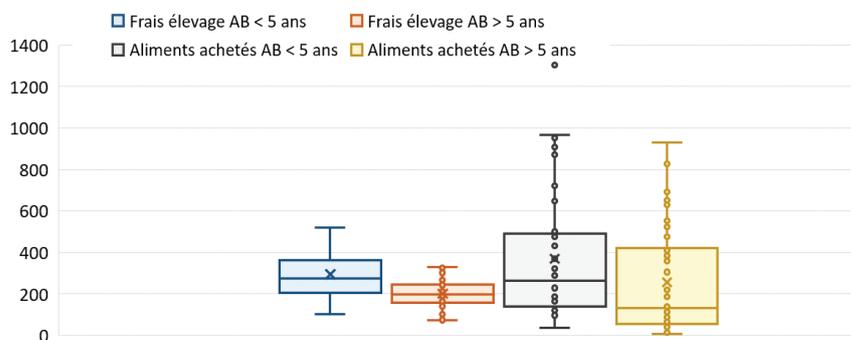
Sur les moyens engagés, on observe une compression et une réduction des frais d'élevage pour le groupe plus expérimenté : diminution des frais vétérinaires, arrêt du contrôle laitier expliquent pour partie cette compression.

Concernant les aliments achetés, la disparité reste forte pour les deux groupes. Cependant, la médiane et le 3^e quartile sont nettement plus bas dans le groupe AB > 5 ans. Le niveau d'autonomie alimentaire est plus élevé pour ce groupe. Là encore plusieurs effets peuvent expliquer ces résultats :

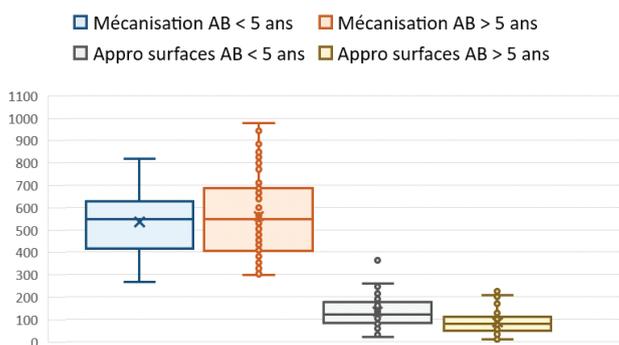
- Dans le groupe AB < 5 ans, les fermes sont sur des systèmes sensiblement moins pâturants car parfois encore en pleine évolution, ce qui limite les économies possibles.
- Les campagnes 2021 et 2022 (automne particulièrement) ont été favorables au pâturage et a permis de limiter les consommations d'aliments, achetés comme auto consommés.
- Dans le groupe AB > 5 ans comprend des fermes qui ont poussé un peu plus loin leur stratégie sur l'autonomie alimentaire.

L'expérience amènerait pour les fermes une meilleure maîtrise de l'autonomie alimentaire et une meilleure adéquation entre les moyens engagés et la productivité animale. Cela amène le postulat que la réelle phase de transition du système dure un peu plus de 2 ans.

MOYENS ENGAGÉS €/VACHE LAITIÈRE



MOYENS ENGAGÉS €/HA BOVINS LAITIERS

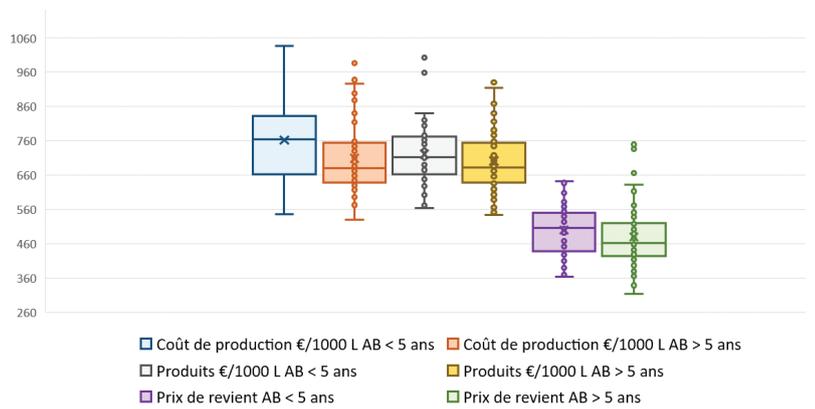


Frais de mécanisation : travaux/tiers ; entretien du matériel, carburant ; achat de petit matériel. Et amortissements.
Approvisionnement des surfaces : engrais organiques et amendements, semences, fournitures pour fourrages et frais d'irrigation.

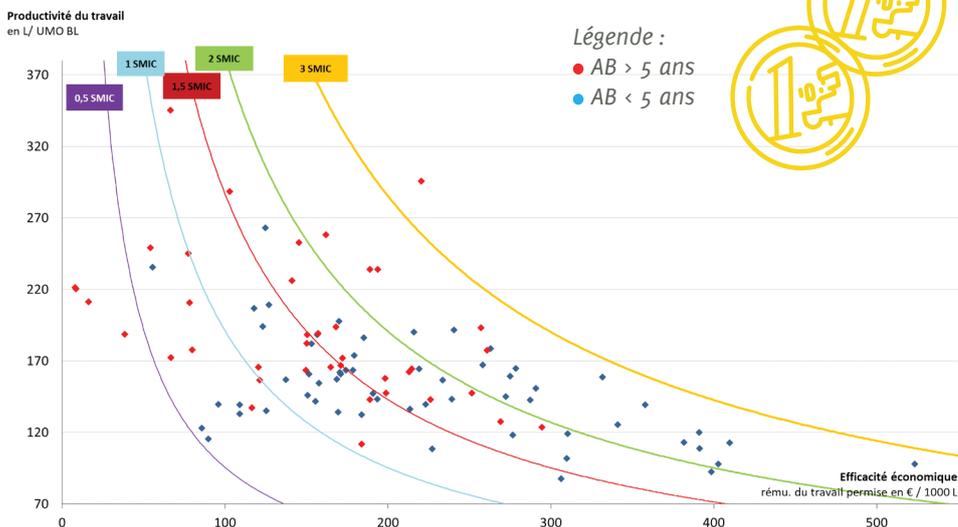
Sur la mécanisation, l'hétérogénéité des résultats est plus forte dans le groupe AB > 5 ans. Elle s'explique notamment par la part des amortissements. On peut supposer que ces systèmes plus expérimentés, plus à l'aise financièrement, renouvellent plus fréquemment leur outil et génèrent ainsi volontairement des amortissements. Il est également à noter que ces systèmes comprennent plus de surfaces en prairies, ce qui multiplie aussi les chantiers de fauche. Malgré du pâturage, les économies en carburants, en besoins en matériel ne sont pas forcément évidentes à réaliser.

Concernant l'approvisionnement des surfaces, de nouveau, les écarts se resserrent pour le groupe AB > 5 ans. La réduction de la sole de maïs, de méteils fourragers, l'allongement de la durée des prairies et la part moindre de cultures de vente (qui joue sensiblement sur la clé de répartition des coûts dans le logiciel) semblent les raisons de cette diminution.

Sur le graphe ci-dessus, l'observation générale est qu'avec le temps, les fermes maîtrisent mieux leur coût de production. La médiane est à 680 €/1000 L contre 764 €/1000 L pour le groupe plus « jeune » en AB. De même la valeur maximale est plus faible en AB. La maîtrise des éleveurs s'améliore pleinement avec l'expérience. Et ce point semble d'autant plus important qu'en tendance les produits totaux diminuent. Ceci s'explique en partie par la baisse des aides (aide au maintien contre aide à la conversion ; perte de l'ICHN pour certaines fermes ; diminution des aides aux légumineuses fourragères). La vente de lait prend une part plus importante dans le produit. Si avec le temps, le coût de production et les produits de l'atelier convergent vers une meilleure adéquation, l'évolution de la filière laitière bio est d'autant plus primordiale pour le revenu des éleveurs puisque la part d'aides ne représente plus une clé de sécurité.



PROFIL DE RÉMUNÉRATION



Le graphe ci-contre positionne les types de systèmes en croisant la productivité de la main-d'œuvre avec l'efficacité économique. De nouveau, l'hétérogénéité des résultats reflète des stratégies bien différentes. Quelques conclusions en ressortent :

- Une productivité élevée du travail ne gage pas d'une efficacité économique élevée.
- Le groupe AB < 5 ans se compose de fermes avec des productivités du travail plus élevées et plus hétérogènes, mais également avec une efficacité économique plus faible.
- Le groupe AB > 5 ans ne présente que deux exercices avec une productivité de la main-d'œuvre supérieure à 220 000 L/UMO. Cela peut être interprété de plusieurs manières : une meilleure rentabilité de la ferme permet de rémunérer du salariat et gagner ainsi en confort de travail (et entretenir une meilleure efficacité économique en créant un cercle vertueux). Ces fermes sont moins productives à l'échelle de leur système car elles améliorent leur niveau d'autonomie alimentaire (meilleure adéquation entre besoins du troupeau et surface alimentaire disponible). Enfin, un autre facteur peut être la succession de sécheresses sur les campagnes étudiées qui a impacté à la baisse la production globale des fermes.

Le revenu se construit donc par un juste équilibre entre la productivité du travail et l'efficacité économique dégagée aux 1000 L. L'échantillon reste restreint pour être statistiquement juste. Néanmoins, la tendance montre que les fermes améliorent leurs résultats économiques avec l'expérience sans chercher à augmenter la productivité du travail.

Ce graphe permet également de positionner son système et de se fixer des objectifs. Sur quels leviers travailler pour améliorer sa rémunération potentielle ? Si on choisit de diminuer la productivité de la main-d'œuvre (en diminuant le volume produit ou en augmentant la main-d'œuvre présente), quels sont les leviers à mobiliser pour améliorer l'efficacité économique ?

Les tendances présentées dans ce graphe sont positives sur la stratégie des fermes biologiques. Cependant, il est dommage de constater que les résultats de niveau de rémunération présentés restent dans des fourchettes assez basses au regard du statut de chef d'entreprise des agriculteurs et du niveau de contraintes que représente l'activité d'élevage. Ces résultats sont à mettre en lien avec les prix de vente en filière longue inférieurs aux prix de revient du lait de façon hélas récurrente.

PRIX DE REVIENT POUR 2 SMIC

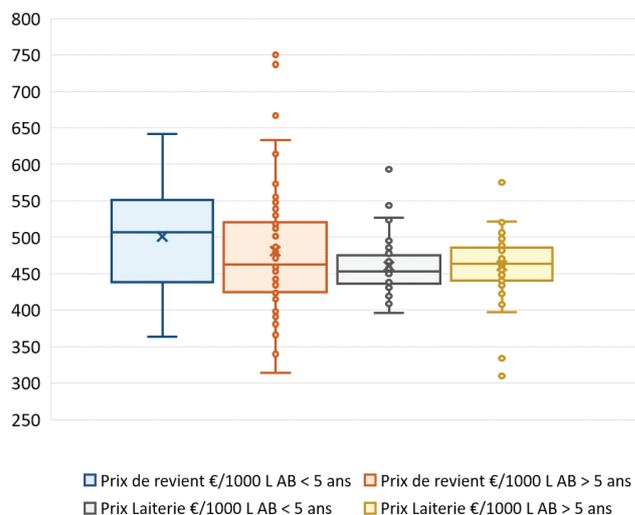
Médianes :

- prix de revient : AB > 5 ans : 463 €/1 000 L / Prix laiterie : 464 €/1 000 L ;
- prix de revient : AB < 5 ans : 507 €/1 000 L / Prix laiterie : 453 €/1 000 L.

Ce graphe compare le prix de revient et le prix de vente du lait et traduit autrement ce qui a déjà été observé précédemment. L'hétérogénéité plus forte des systèmes en AB depuis moins de 5 ans se traduit par un prix de revient nécessaire plus élevé avec des écarts très forts entre systèmes. Pour le groupe AB > 5 ans, l'écart-type sur le prix de revient nécessaire est moindre et le prix du lait globalement plus élevé, reflet de fermes ayant trouvé leur équilibre de fonctionnement.

Le biais de ces résultats est aussi la représentation différente des opérateurs selon les groupes qui peut creuser l'écart de prix observé. Et d'autre part, le message qui en ressort est la nécessité d'un prix rémunérateur à la fois pour des systèmes en début de carrière biologique comme pour des systèmes plus avancés.

Prix de revient et prix de vente filière longue €/1000 L



CONCLUSION

L'objectif de faire mieux avant de vouloir faire plus est une ligne de conduite toujours d'actualité en AB. La maîtrise des moyens engagés en relation avec les produits reçus reste la clé.

En d'autres termes, privilégier le travail sur l'efficacité économique avant de s'appesantir sur la productivité du travail, et plus précisément travailler sur la maîtrise des intrants et services extérieurs engagés tout en préservant un bon niveau de production laitière, en optimisant le potentiel herbager de sa ferme et les services écosystémiques à zéro coût. Point positif dans les résultats observés : la maîtrise augmente avec l'expérience !



QUI CONTACTER ?

PHILIPPE DESMAISON

Conseiller technique en élevage bio

06 21 31 32 65

p.desmaison79@bionouvelleaquitaine.com



Secteur d'intervention :
Vienne, Charente-Maritime et Deux-Sèvres

MARION ANDREAU

Conseillère technique en élevage bio

07 63 21 67 38

m.andreau@bionouvelleaquitaine.com



Secteur d'intervention :
Vienne et Deux-Sèvres

FABRICE ROCHE

Conseiller technique en élevage bio

06 70 45 35 51

f.roche19-87@bionouvelleaquitaine.com



Secteur d'intervention :
Corrèze et Haute-Vienne



BIO NOUVELLE-AQUITAINE
Fédération Régionale d'Agriculture Biologique

Siège social • 347 Av. Thiers 33100 Bordeaux

T • 05 56 81 37 70

M • info@bionouvelleaquitaine.com

 www.bionouvelleaquitaine.com

CE DOCUMENT A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC
LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DE :



ANNEXE

DES REPÈRES ÉCONOMIQUES SUR LES PRINCIPAUX MOYENS ENGAGÉS SUR LES FERMES CERTIFIÉES BIOLOGIQUES DE NOUVELLE-AQUITAINE

	€/VACHE LAITIÈRE					€/1000 L				
	MIN	1 ^{ER} QUARTILE	MÉDIANE	3 ^{ÈME} QUARTILE	MAX	MIN	1 ^{ER} QUARTILE	MÉDIANE	3 ^{ÈME} QUARTILE	MAX
ALIMENTS ACHETÉS	8	97	197	454	1304	2	20	45	87	262
CONCENTRÉS	0	14	107	107	870	0	3	22	57	164
MINÉRAUX & COMPLÉMENTS	0	20	43	43	241	0	4	9	14	40
FOURRAGES	0	0	21	21	410	0	0	5	17	98
FRAIS D'ÉLEVAGE	74	171	215	300	520	14	35	45	62	110
FRAIS VÉTÉRINAIRES	7	27	40	55	123	2	5	8	12	23
FRAIS REPRODUCTION	0	25	56	68	113	0	6	11	15	24
ACHAT DE LITIÈRE	0	18	32	58	295	0	3	7	12	62
TRAVAUX PAR TIERS ANIMAUX	0	5	15	26	168	0	1	3	14	36
FRAIS DIVERS D'ÉLEVAGE	19	51	77	106	186	3	10	16	14	45
APPROVISIONNEMENT DES SURFACES	10	59	89	135	362	2	21	33	46	107
ENGRAIS & AMENDEMENTS	0	0	10	34	123	0	0	4	9	37
SEMENCES	2	34	60	75	186	1	10	20	30	61
FRAIS DIVERS (FOURRAGES, IRRIGATION)	0	5	16	26	146	0	2	6	11	52
MÉCANISATION	267	409	546	649	978	84	153	185	211	317
TRAVAUX PAR TIERS VÉGÉTAUX	36	83	136	192	610	10	28	49	65	134
CARBURANTS & LUBRIFIANTS	33	67	83	106	218	9	22	30	36	97
ENTRETIEN ET PETIT MATÉRIEL	10	71	97	136	231	4	24	31	44	93
CRÉDIT BAIL	0	0	0	0	58	0	0	0	0	25
AMORTISSEMENT MATÉRIEL	8	106	177	274	566	2	34	65	91	190
FONCIER (FERMAGE, MAD, ENTRETIEN, AMORTISSEMENTS)	81	125	142	160	225	22	38	49	61	85